

PÁSZKA IMRE
(Université Attila József – Hongrie)

De l'imitation d'un modèle à la création d'un modèle: le problème de la „voie troisième” dans l'Europe de l'Est et Centrale

La problématique de la „voie troisième” dans l'Europe de l'Est et Centrale trouve ses racines dans les déformations de l'imitation du modèle occidental. Dans des sociétés plutôt agraires où la paysannerie encore liée à ses traditions représentait l'unique classe productive positive, elle n'a fait que d'affirmer l'idée – et surtout parmi les Bildungsbürger – „qu'on s'est perdu quelque part”. Comme les efforts de modernisation de cette région ont été effectués dans les cadres des Etats impériaux ou nationaux pendant les quelque cent – cent cinquante années qui ont précédé 1945, les définitions et les motivations de la „voie à suivre” ou de la „mauvaise voie” étaient aussi différentes. Les penseurs contemporaines – même sans appliquer les notions de centre et de périphérie introduites par Wallerstein – ont découvert l'essentiel de cette corrélation: le degré de développement se varie en fonction du système mondial. C'est dans l'*imitation non-sélective du modèle*, dans l'application illimitée des institutions occidentales, dans la mise à part de tout organique, du principe d'échelle et de l'héritage culturel spécifique qu'ils ont vu les raisons des déformations insupportables de leurs conditions d'être. Cela ne veut pas dire qu'ils ont entièrement rejeté la nécessité de la modernisation, mais plutôt qu'ils n'ont pas accepté les méthodes de modernisation occidentales ou, plus tard, bolchéviques; ils étaient les partisans d'une modernisation observant les particularités de la société en question.

La création des modèles qui a suivi l'imitation des modèles et qui n'a pas dépassé la phase théorique à un point principal plutôt idéologique dans la région. Cependant on peut trouver, parmi ses motivations, les conflits internes de l'élite modernisant. Ces conflits déroulés à l'intérieur des couches sont exprimés par la voie des différentes idéologies d'après l'articulation démographique, ethnique, religieuse etc. de la région. C'est un phénomène normal en considérant que – dans l'absence de Besitzbürgertum – ce sont les intellectuels qui prennent la tâche de moderniser; et cette couche veut plus que de sauver la nation ou découvrir une troisième voie: elle veut créer des idéologies approuvant ses efforts. En conséquence de la nature des formations et des cadres politiques impériaux et nationaux de l'Europe de l'Est, le rôle du critique idéologue est devenu dominant parmi les fonctions des intellectuels, dont les raisons sont la qualification et – parfois – la

situation marginale. Des exemples étrangers les avaient aussi sans doute inspirés; notamment le marxisme dès la fin du XIX^e siècle: dans la majorité des cas, l'alternative théorique de la „voie troisième” s'est cristallisée au cours des disputes critiques menées avec celui-ci. Le contenu utopistique de la recherche de la „voie troisième” et le marxisme ont particulièrement renforcé la conséquence logique fondée sur un renversement et une substitution. Au cas où le prolétariat apparaît comme le porteur de la future alternative du capitalisme, alors en Europe de l'Est et Centrale, où la paysannerie joue le rôle de la classe productive, celle-ci doit remplir sa mission par une troisième alternative, différente des autres.

Finalement, les *théories de la „voie troisième”* étaient concentrées sur les problèmes de la modernisation et de l'urbanisation; mais on croyait les découvrir différents des modèles occidentaux, libéraux, conservateurs et marxistes représentant l'effet de démonstration – ou bien dans la synthèse de ces derniers. Les partisans de la „voie troisième” étaient également caractérisés par un niveau d'altruisme très élevé pour l'avenir de la nation ou du peuple.

Il est très problématique de les *classifier* d'après les lignes de force idéologiques, politiques, économiques etc. malgré qu'ils utilisent les champs de catégories occidentaux dans leur argumentation et – comme nous l'avons déjà remarqué – qu'ils expriment les contenus d'origine et de missions de l'autochtonité par le discours négatif mené envers les constructions théoriques et culturelles de l'Occident. Le mouvement authentique de la „voie troisième” en Europe de l'Est et Centrale, les courants populaires s'allient à de divers éléments traditionnels idéologiques, sociologiques, esthétiques sont en général désignés comme du *fondamentalisme* ou du *populisme*. Dans les efforts de modernisation du fin du siècle dernier, où la transformation structurelle de la société agraire, traditionnelle de la région, est mise au premier plan („à la mode”), ceux, qui argumentent auprès de l'adoption sélective, ne peuvent être considérés ni comme „ceux de la voie troisième”, ni comme des fondamentalistes ou populistes. Il ne s'agit que de la reconnaissance du fait que *la modernisation ne peut pas être effectuée à l'absence d'une adaptation réussie*. C'est pour cela – entre autres – qu'on doit accepter sous réserves la classification de l'étude d'Iván SZELÉNYI, écrite sur l'idéologie hongroise de la „voie troisième”. Il considère les centristes – dont les corifées étaient plutôt des aristocrates –, comme les premiers „créateurs” de l'idée de la „voie troisième”¹. Nous ne voulons

¹ Ivan Szelényi, *Ideje o „trecem putu” u Madarskoj*, paru dans *Nase Teme*, Zagreb, 1989, 33/10/ p. 2552-2566. L'étude de Szelényi est publiée dans un numéro spécial présentant les théories de modernisation polonaises, roumaines, serbocroates proposé par la rédaction du journal zagrebien *Nase Teme*. En classifiant les représentants hongrois de la „voie troisième”, Szelényi dénonce le „caractère de voie troisième” comme un trait spécifique de ceux-ci, divisés en trois groupes (centristes, populistes, théoriciens des années 80 du siècle dernier). Il est problématique que István Széchenyi, l'auteur du livre intitulé „*Kélet Népe*” (Peuple de l'Orient), paru en 1841, y est représenté comme le premier

pas dire que leur origine exclut qu'ils soient devenu „ceux de la voie troisième”. Il est indéniable que la problématique de la „classe moyenne” ait occupé une place principale dans les idées de modernisation des *centristes hongrois du XIX^e siècle*. Même s'ils ont adopté la stratégie de l'organique dans la transformation de la vie traditionnelle et dans l'épanouissement de l'urbanisation et de la classe moyenne (comme p. ex. le comte István SZÉCHENYI, les barons Zsigmond KEMÉNY et József EÖTVÖS), cette adoption ne signifiait pas une théorie particulière de la „voie troisième” suivant la spécificité de la nation, mais – au contraire – l'adaptation du modèle anglais aux conditions hongroises. *L'oeuvre théorique* de Széchenyi, Kemény et Eötvös doit être *le premier essai en Europe de l'Est et Centrale, pour comprendre plus profondément le complexe de modernisation*, en retenant les expériences autrichiennes, allemandes, prussiennes. Le défi de l'effet de démonstration – modèles anglais et français – a créé une situation alternative – même après la spécificité de l'époque –, de même que l'argumentation historique mise au service du changement et les idéologies nationales pour et contre, issues de celle-ci marquent le mouvement des sociétés de la région dans une certaine direction. Nous devons considérer qu'il fallait répondre au défi, et les réponses données dans des cadres impériaux et politiconationaux dépendants. Les réalités structurelles ont dicté ou affirmé à eux que, faute de Besitzbürgertum et Bildungsbürgertum, *la noblesse doit prendre la tâche de l'élite modernisant. Les efforts de modernisation des*

idéologue de la „voie troisième”. La base de la conception de Széchenyi est que selon Széchenyi, l'urbanisation doit être dirigée par la noblesse; ainsi on peut effacer les bornes nationales et l'origine asiatique des Hongrois deviendra un avantage (Széchenyi, op. cit. p. 2552). Dans cette pensée – comme nous l'avons déjà mentionné – rien ne fait allusion à une conception de l'alternative de la „voie troisième”. L'effet est le même dans cas des oeuvres de Zsigmond Kemény rappelées par Széchenyi (*Forradalom után /Après une révolution/; Még egyszer forradalom után /De nouveau après une révolution/*; on pourrait même citer „*Forradalom és kiegyezés*” /Révolution et compromis, Budapest, 1883.), dans lesquelles la création d'une classe moyenne, capable à la direction de la société, serait le devoir de l'aristocratie. Ce n'est non plus une idée qui pourrait faire allusion, en tant que „catégorie métanationale”, à la „voie troisième” (Széchenyi, op. cit. p. 2554). Il s'agit tout simplement du fait que les théoriciens issus de l'aristocratie (même József Eötvös) ont conçu l'urbanisation dans l'Europe de l'Est et Centrale, où la noblesse constituait l'unique élite dirigeante, comme un processus relancé par le pouvoir. Cela ne signifiait pas l'alternative de la voie troisième pour les autres idéologues de la région non plus, au moins parce que pour eux l'effet de démonstration a été représenté par l'exemple occidental. Le fait que l'urbanisation hongroise n'était réussie que partiellement, peut être dû aux rattachements traditionnels internes et aux cadres politiques impériaux, donc non nationaux. Ainsi ce n'est pas uniquement l'effet de la nonréussite des centristes, mais provient en partie de la „nature” de la société. Selon nous, le problème principal est la séparation de l'ensemble de la modernisation et de l'urbanisation et la mise de l'accent sur le seul aspect sociologique de l'urbanisation, bien que les deux se présupposent. Pour citer un autre exemple: contrairement à Széchenyi, Gerschenkron, dans son étude réussie (*A gazdasági elmaradottság – történelmi távlatból /Le retard économique, vu par l'histoire, Budapest, 1984.*) ne concentre qu'aux aspects économiques de la question, donc à la modernisation, et à l'industrialisation; la problématique de l'urbanisation reste sans importance.

individus issus de la noblesse et possédant une culture occidentale étaient, dans la majorité des cas, des *entreprises très réduites*, presque privées. Tout cela est excellemment approuvé par les événements de 1848 où les intentions du peuple mobilisé et celles de l'élite (individus et groupes) n'étaient pas d'accord dans beaucoup de questions fondamentales. Ce n'est pas le fait du hasard que 1848 est *non seulement un point tournant mais un sépulcre aussi*.

Les idées, les projets, les initiatives avaient tous pour objectif d'arracher la collectivité traditionnelle de l'inertie des siècles, atteindre un certain niveau de vie pour prendre finalement la voie de l'émancipation politique, la stimulation d'une bourgeoisie moderne par l'élévation spirituelle et matérielle de la noblesse et des groupes aisés non-hongrois; ou bien par l'élévation du peuple entier au niveau de la noblesse. Ces conceptions ont largement observé les alternatives offertes par les conditions structurales. Elles ont sans doute contenu des éléments utopiques, mais leur *point de départ* – en raison de la mise en question ou de l'articulation sociale – *était toujours la réalité*. Les années 60 du siècle dernier signifiaient non seulement une borne chronologique, mais le *commencement de la modernisation institutionnelle et instrumentale* aussi.

Les centristes et les intellectuels qualifiés pour lesquels cette existence n'est plus un héritage mais l'effet de leur qualification, ont médité au cours de ce long dix-neuvième siècle plutôt sur *l'adoption de l'alternative française ou anglaise* que sur la „voie troisième”. C'est compréhensible en sachant que les conceptions de modernisation-urbanisation des aristocrates réformateurs et la définition donnée par les intellectuels qualifiés à la réalité dès la seconde moitié du XIX^e siècle et les idéaux en issus sont très hétérogènes, inspirés par les images de la société reflétant aussi les modes de l'époque. La réalité sociale les a tous convaincus du fait que l'alternative occidentale de la transformation avait été réalisée déformée. Au moment où, parallèlement à la Révolution française, des groupes plus élargis – composés donc non seulement des aristocrates ou des nobles, mais des intellectuels d'origine plébéienne aussi – ont compris le caractère renversant des événements de la „grande révolution”, ce ne sont que les motivations politico-idéologiques de ces derniers qui deviennent visibles. Pour eux – avec un certain contenu altruiste –, l'effondrement de l'ancien régime marquait l'élévation, la prise d'une voie progressive pour un peuple et démontrait les *devoirs actuels* de leur entourage social. Ces devoirs actuels étaient avant tout de caractère politique et idéologique, étant donné la division de l'Europe de l'Est et Centrale entre trois empires despotiques et autocratiques. Les instruments et les éléments institutionnelles de la solution politique et idéologique étaient illustrés par l'exemple français; et *l'imitation du modèle français semblait être la solution unique* dans cet espace politique promu par des empires despotiques. Le problème, avec toute sa complexité et complicité n'était mis en surface qu'au moment où la structure traditionnelle s'est trouvée en face des institu-

tions juridiques, politiques ou culturelles importées de l'Occident (la France ou, parfois, l'Angleterre). Ce réveil particulièrement brutal peut-être considéré à *partir de la seconde moitié du siècle dernier* dans notre région, où la transformation proprement dite offre ses premiers résultats, dans des cadres impériaux et nationaux également. Les quelques décennies suivantes rendaient apparent que – malgré les résultats incontestables – la société en transformation se différencie – en partie ou entièrement – des modèles français et anglais. Du côté de la structure, *des corrélatifs déviantes se sont créés dans l'imitation du modèle et surtout dans le fonctionnement du mécanisme*; et ces effets ont mis en question la raison d'être même de la modernisation et de l'urbanisation. La *réaction conservatrice* (issue de cela) a été premièrement articulée sous forme idéologique dont les „spécialistes théoriques” étaient des intellectuels qualifiés. La déviation des mouvements centristes vers la création d'un modèle, donc vers la „voie troisième” à ainsi déformé la conception de l'avenir issue de la définition idéologique de la réalité des groupes des intellectuels d'origine plébéienne, de caractère agraire, parfois prolétaire de la première ou de la seconde génération qui sont les porteurs des problèmes d'identité – caractérisables comme les typiques de l'Europe de l'Est et Centrale – de la modernisation et de l'urbanisation.

Mais la formule n'est pas si simple ni dans les pays ou dans les sociétés ni dans les groupes sociaux mêmes. La problématique de la „voie troisième” est certainement „l'utopie sociologique” particulière de la région. Cette „utopie” s'est rendu pour une *théorie* avec la volonté de transformer à la suite – ou bien parallèlement des premiers résultats partiels perceptibles dans les cercles de vie aussi; et elle est devenu – de manières différentes dans les divers pays –, plus ou moins accentuée, la référence idéologique des mouvements traditionalistes, agraires-agrarisants, populaires-populistes ou bien de ceux de l'extrême-droit. Des modes idéologiques externes de l'époque l'avaient encore accentué en lui donnant parfois plus de munition que les porteurs de l'intelligence nationale. Sans entrer dans les détails, il faut mentionner que le mouvement socialiste ou socialdémocrate, les idées des néothomistes Jacques MARITAIN et Henri MASSIS, de Nietzsche, de H. KEYSERLING et d'O. Spengler, l'Action Française de Ch. Maurras et de Léon Doudet, les théories des économistes et des statisticiens de l'ancienne Russie conçues sur la société agraire (A. TCHASANOV) ont créé sans doute une situation idéologique alternative. Ils offrent des alternatives dans un domaine donné – politique, économie, société, esthétique, philosophie de la culture, anthropologie – aux conceptions de la „voie troisième” mêmes, face au modèle occidental imité et suivi.

L'objectif primaire de cette étude est de choisir parmi les théories et modèles de la „voie troisième” ceux qui cherchent les solutions possibles en utilisant d'une manière innovative les conséquences tirées de l'analyse structurelle de la société et de l'économie au lieu d'offrir la réponse motivée par la politique idéologique à la

question posée par l'alternative nonréalisée de la modernisation-urbanisation („On s'est perdu quelque part..." ou „Quelle est la voie à suivre?"). Ainsi le but de notre analyse se trouve dans la présentation des investigations tendant à des réponses scientifiques, en face des orientations littéraires, idéologiques, Nationalistes, historiques ou ethnographiques.

Il y a certainement des points de contact, mais les différences sont aussi essentielles, même au cas d'une utopie. Le paradoxe est le suivant: pendant que les *chercheurs superficiels de modèle s'exprimant plutôt dans la littérature et dans le journalisme* aient réalisé leur diversité par la prise du terrain de l'extrême-droite, les théories concevant le modèle „progressif" de la société agraire n'étaient pas introduites dans la pratique. Cela s'explique d'une part – ce qu'on va détailler plus tard – par le fait qu'ils ont fondé leur modèle social sur diverses traditions externes et autochtones employée comme source par les régimes installés après 1945. C'était encore plus facile en raison des ressemblances visibles dans leurs intentions de réforme, malgré que ces ressemblances provenaient plutôt de l'apparence que de l'essentiel (phénomène subitement découvert par le „monde agraire"). Tout cela donne intérêt au problème conceptionnel selon lequel *on ne peut pas ranger chaque tendance de la „voie troisième" par les notions du populisme ou du fondamentalisme*². Autrement: on ne peut pas décrire par ces notions les efforts de ré-

² Selon nos idées, la classification du *populisme* effectuée par *Szelényi* doit être trop actualisante. Les oeuvres des écrivains et sociologues „populaires" ne peuvent pas être identifiées au populisme. (Il s'agit ici des discours prononcés en 1943, par *László Németh*, au colloque de Szárszó et par *Imre Kovács* /„Ifjúsági parlament a Balaton partján". /„Parlement des jeunes au bord du Balaton" /*Híd*, 1943/1/ ou de l'étude de l'historien conservateur *Gyula Szekfű*, intitulée „Valahol utat tévesztettünk" /„On a perdu la voie quelque part" /, 1943). On se dispute ici les alternatives de l'urbanisation; *László Németh* accentue le rôle des intellectuels par le terme du „côté troisième". Il est incontestable que les „populaires" étaient „de la voie troisième" ou bien, l'expression „démocrates de la voie troisième" est encore plus juste pour les désigner (voir *Ferenc Gyurác*, *A populizmus értelmezéseiről* /„Des explications du populisme" /, *Hitel*, 1992/1 p. 33). Si on fait attention aux contenus sortis de la typologie du populisme de *Margaret Canovan* (*Two Strategies for the Study of Populism - Offprint from Political Studies*. Volum. XXX. Number 4. December 1982, Oxford, p. 544-550), la variété du tableau devient évidente. D'après elle, il existe un *populisme agrarien*, comme p. ex. 1. le radicalisme farmer (le populisme américain du fin du XIX^e siècle ou les mouvements farmers du Canada de l'Ouest aux années 30 de notre siècle) 2. le socialisme agraire intellectuel (les populistes-narodniks russes) 3. les mouvements paysans (les partis paysans de l'Europe de l'Est entre les deux guerres); un *populisme politique*, p. ex. 1. les dictatures populistes (J. Peron, Huey Long) 2. les démocraties populistes (référendum et participation, la Suisse) 3. le populisme réactionnaire (G. Wallace, Enoch Powell) 4. populisme politique sans contenu idéologique (il se réfère au peuple – De Gaulle, J. Carter). Il n'y a donc une idée générale sur la notion du populisme et sur son contenu; il existe pourtant la variété de l'usage du terme. On peut désigner comme populisme tout ce qui hante le peuple et accentue le pathétique de l'homme moyen. En Hongrie, le journalisme quotidien met les „populaires" aussi dans cette catégorie au sens négatif malgré que le terme du populisme ait été utilisé par les émigrés occidentaux pour désigner leur orientation (voir *F. Gyurác*, op. cit. p. 40-41).

forme et la création d'un modèle agraires, ayant mis les paysans au centre, puisque ces efforts n'aient signifié ni d'uniformisation dans la culture, ni de stagnation dans les traditions. Ils avaient une image progressiviste du monde et de la société qu'ils voulaient réaliser à partir de leurs conditions particulières, par le seule adoption sélective du modèle représenté par l'Occident. Ils ont réfléchi sociologiquement sur la possibilité d'une autre voie du progrès. Ces tendances ne peuvent pas être identifiées aux mouvements populistes américains ou occidentaux, encore moins au procédé qui projette dans le passé les explications actuelles de la notion et joint l'adjectif „populiste” à chaque tendance se trouvant en dehors du – ou contrariant – libéralisme classique, du marxisme ou des mouvements de l'avantgarde à la mode. On peut également découvrir derrière ces notions de surface *le reflètement psychologique sociale de la question*.

Les intellectuels ayant fait leurs études aux universités occidentales et intéressés par la modernisation-urbanisation de type occidental voyaient – et parfois à juste titre – dans les conceptions et dans les modèles de la „voie troisième” une intention retardant et menaçant le rattrapage et déviant la voie du progrès, derrière laquelle des forces conservatrices et traditionnalistes se sont cachées. *La prise de position uniformisante et dépréciante* envers tout ce qui est „de voie troisième” trouve ses racines dans cette opinion. La notion, et même les efforts de „voie troisième” de l'Europe de l'Est et Centrale étaient fortement – et normalement – discrédités par la démagogie et pratique bolchévistes ou fascistes. Le motif agraire, la tradition, la nation, le peuple sont incontestablement des *éléments communs* des conceptions et théories de la „voie troisième”, mais des idées et définitions différentes étaient exprimées dans leurs sens. Ces derniers aident finalement à nuancer les tendances uniformisantes, les phénomènes et les jugements formés d'une motivation idéologique et superficielle sur le contenu. Comme nous avons déjà mentionné, il y avait des théories et des tendances en Europe de l'Est et Centrale qui *n'ont pas accepté – ou ne le faisaient que partiellement* – les absolus de la Nation, de l'Etat ou de la Religion. On a médité sur la société et sur le monde par une alternative de progrès basée sur l'agriculteur; on pouvait même dire qu'il y avait une période – dès la seconde moitié du siècle dernier jusque 1945 – où ce problème a offert un caractère spécifique et commun de la pensée sociale de la région³. D'une approche plus nuancée: la modernisation à la base agricole avait une variante qui –

³ *Szelényi* a certainement raison en disant qu'il avait une suite aussi; car on trouve des traits de la „voie troisième” dans les oeuvres de *Ferenc Erdei* et *Isván Bibó* aussi; leurs alternatives et stratégies ont été reprises aux années 70 et 80 de notre siècle où un procédé d'urbanisation s'est mis en marche, parmi les possibilités du „socialisme existant”. Ce procédé est désigné par *Szelényi* „urbanisation socialiste” (voir *Iván Szelényi*, *Harmadik út? Polgárosodás a vidéki Magyarországon /Voie troisième? Urbanisation en Hongrie provinciale/*, Budapest, 1992).

en se disputant avec le marxisme orthodoxe – a interprété et adapté le révisionisme de Bernstein, élaborant ainsi un programme de réforme de „voie troisième”. Les représentants de cette tendance voulaient créer un modèle, au lieu de l'imitation sans condition.

En analysant l'arrière-fond sociologique des alternatives de modernisation différentes des exemples occidentaux, on parle des groupes déclassés des *intellectuels* qualifiés ne jouant pas le rôle de la classe moyenne. L'hétérogénéité des origines des intellectuels et de leurs habitus spirituels, leurs obligations traditionnelles, l'esprit de l'époque étaient tous des facteurs qui ont formé et/ou déformé leur définition de réalité en une certaine direction. Les romanciers alimentant la situation marginale et réfléchissant sur le destin et les possibilités du monde agraire, se *chargent d'une mission* dans l'élévation culturelle de la nation, du peuple, des paysans; leur angoisse est influencée par une certaine emphase romantique. Leur argumentation est pleine des visions illusoriques du passé, qui veulent ainsi approuver les dissonances de leur époque et l'issue⁴. C'est acceptable en des raisons

⁴ Le fait que le nationalisme moderne est un tel patriotisme qui se tend vers une cohésion et une hégémonie culturelles a des positivités aussi (voir E. Gellner, *Nations and Nationalism*. Ithaca and London. 1983. p. 138). Mais il existe une définition illusorique de la réalité qui se met dans le passé ou s'en alimente. Un exemple: la notion de *la Pologne* est bâtie traditionnellement sur l'idée chrétienne („La Pologne est le bouclier de la chrétienté” ou bien „une partie organique de l'Occident”). De même, l'idée du *sarmatisme* - celui de l'union polonolituanienne -, l'idéal de la noblesse polyethnique laquelle évalue plus la république des nobles que la monarchie occidentale (voir *Andrzej Walicki, Rozvoj i modernizacija u polijeljenoj Ploskoj* dans *Nase Teme, Zagrab, 1989/33 /10/ p. 2512-2514*). A. Mickiewicz parle déjà du déclin de l'Occident; selon lui, les Juifs, les Slaves et les Français ont des missions messianistiques. On a besoin d'une fraîcheur barbare, d'un esprit charismatique de Napoléon parce que l'Occident a perdu sa vitalité, les grands codificateurs sont remplacés par des simples juristes, les débats du Parlement doivent substituer la force spirituelle, l'Eglise bureaucratisée a rompu les liens avec les individus (voir A. Walicki, op. cit. p. 2525-2526). Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les *conservateurs agraires* ont opposé à la science occidentale l'action organique polono-chrétienne, les valeurs traditionnelles de la noblesse et l'antisémitisme radical représenté par Jelenski. Avant la Première guerre mondiale, les conceptions de la „voie troisième” des „démocrates populaires”, représentants de l'intelligentsia militante voulaient réformer la société polonaise par le dessous afin de réaliser les objectifs nationaux (voir A. Walicki, *The Paris Lectures of Mickiewicz and Russian Slavophilism* dans *The Slavonic and East European Review* Vol. XLVI. Jan. 1968. p. 1069)

En Roumanie, la revue *Samanatorul* („Semeur”) fondée par l'historien N. Iorga et le mouvement en naissant n'ont pas seulement entrepris la création de la culture nationale par leur nationalisme moralisant et tourné vers le passé, mais étaient les précurseurs des mouvements de l'extrême-droite des années d'après la guerre. Le discours psychologique et idéologique représenté par *Haşdeu* et *Iorga* a provoqué – à part d'une terrorisme politique – une réaction de la „voie troisième” concentré sur la revue *Gîndirea*. Plus tard, N. Crainic, son personnage principal, se retrouvera aussi au sein de l'extrême-droite (voir N. Crainic, *Ortodoxie sau etnocrăție /Ortodoxie vs. etnocratie/, Bucureşti, 1937*), de même que *Nae Ionescu*, professeur à l'université de Bucarest qui exerçait une influence profonde sur les membres de la génération suivante (*M. Eliade, Emil Cioran, C. Noica* etc.). Ces derniers ont adopté

diverses: le défi de la modernisation n'était pas seulement la reconnaissance d'une nécessité, mais une contrainte aussi. Il ne suffisait pas de „créer” une industrie, une bourgeoisie, des cadres juridiques et institutionnels, mais il en fallait une culture moderne aussi. Le défi est devenu déprimant dans le cas de cette dernière: le domaine de la culture était celui où les intellectuels – au moins par leur qualification – ont revendiqué et avoué une responsabilité plus élevée que dans les domaines matériels de la vie. Ce n'est pas le fait du hasard que les premières idées de la „voie troisième” sont nées dans la littérature et dans l'esthétique.⁵ La création d'une culture a été ralliée, selon les exigences de la modernisation, à l'angoisse pour l'idée nationale, à l'éloge du système de valeurs du monde agraire, porteur des valeurs nationales spécifiques; et même à la conception que toute la problématique de la modernisation doit être d'abord une question de culture. On y trouve l'expression de l'attitude intellectuelle, déjà spécifique de la région, qui crée des rôles réels ou illusoriques pour elle-même et surdimensionne ses possibilités individuelles ou sociales. Elle rend la spécificité ethnique l'objet d'une réflexion permanente; d'après elle, toutes les transformations sont conçues comme des menaces pour cette source primitive et spéciale, ou pour l'esprit du peuple, base de la culture nationale moderne. On pourrait même dire que le domaine de la culture était la ligne de démarcation qui a séparé les partisans des différentes conceptions de „voie troisième”, dans la question de la „voie à suivre”. Ce complexe des questions à une prémisses transplantée de l'Allemagne; c'est l'opposition entre culture et civilisation, qui – malgré sa diversité de sens et de contenu – porte des traits communs dans toute la région⁶. Cette concentration de notre région sur la culture est un aspect et trait caractéristique très important du défi de la modernité. Les divers groupes (diversité dans la définition idéologique et politique) de l'élite de modernisation ont reconnu même dès le début que la modernisation et l'urbanisation étaient des problèmes de culture; ces opinions étaient encore renforcées par les exemples oc-

les idées extrémistes (de la droite) de leur maître; en plus, ils ont renforcé le mouvement par leur oeuvre théorique (voir Imre Pászka, Az abszolútum hétköznapijai /Les jours quotidiens de l'absolu/ dans la revue hongroise Világosság 1992/5 p. 352.257). Il y avait une autre tendance aussi qui s'exprimait dans la philosophie de culture de Lucian Blaga (Trilogia culturii /La trilogie de la culture/, București, 1969) qui voulait équilibrer l'autochtonité par l'eurocentrisme, faisant ainsi une coexistence des petites et des grandes cultures. L'extrême-droite roumaine, à laquelle – sous formes différentes – certains groupes des intellectuels se sont joints entre les deux guerres, disposait d'une base sociale très large (voir Armin Heinen, Die Legion „Erzengel Michael” in Rumänien. Soziale Bewegung und politische Organization, München, Oldenbourg, 1986).

⁵ Voir les notes n° 1 et 2.

⁶ L'exemple le plus frappant de l'opposition culture-civilisation nous est servi par l'ouvrage d'Aurel C. Popovici, imtitulul Naționalism și democrație. O critica a civilizației moderne (Nationalisme et démocratie. Critique de la civilisation moderne), București, 1910.

cidentaux. La question était la suivante: *laquelle de ces cultures d'élite ou populaires devrait composer le point de départ d'une modernisation réussie?* Mais l'accent a été mis – à cause des déformations dérivées du complexe de modernisation-urbanisation – sur la culture populaire. C'était même illustré par la genèse de la culture élite occidentale. Ainsi il ne s'agit pas d'une innovation autochtone dans ce cas non plus, mais du fait qu'on a confronté les motivations populaires et nationales exprimant l'originalité face au cosmopolitisme supposé des exemples occidentaux, malgré que l'Europe ait construit, dans une période précédente, sa culture à la base des sources populaires.

Pourtant *les définitions de réalité ont une spécificité de différence* qui a des corrélations avec la communication et l'anthropologie sociale. Ce sont d'une part *l'irréversibilité écrasante de la „circulation” des informations* – ou leur „consommation” non-sélective, à la première phase, au moins –; d'autre part, *l'image utopique du monde*, dérivée soit de l'isolement des méditations individuelles ou collectives soit de leur caractère non-diversifié. L'autonomie relative de la résidence nobilière, du ménage paysan ou de la communauté de village interprètent et transmettent les informations incomplètes par leurs filtres traditionnels. Leurs réactions euphoriques ou régressives à la réalité sociale en transformation signalent une vision du monde ayant perdu son équilibre. Les individus et groupes diplômés à une université occidentale étaient encore motivés par un élément psychologique aussi; c'était la tendance à *l'originalité*. Les résultats de l'éthnographie, de l'ethnologie et des recherches sur l'histoire primitive les avaient encore rassurés dans la conviction qu'ils possédaient les avantages des sources pures et primitives. Cela deviendrait l'origine des *débats* sans fin sur l'unique et l'universel, sur *la culture et la civilisation* ou sur leur opposition qui marqueront les idées conçues sur le rôle de la littérature, l'esthétique, la société et l'Etat. Dans la mise au plan de la spécificité nationale, on trouve également la réaction contre la culture – parfois mal entendue – d'élite et de masse occidentales et une certaine interprétation de la liberté. Cette liberté exprime la diversité et l'identité de l'élite de modernisation levant la bannière de l'indépendance nationale. Cependant – juste en raison de la tendance uniformisante du capitalisme et du besoin de moderniser dans les domaines matériels – la culture reste comme unique théâtre de cette originalité. Ici, on pourrait exprimer ou bien surdimensionner l'héritage précapitaliste: cela devenait l'âge d'or où le peuple, la nation entiers et bien formés n'étaient pas encore déséquilibrés dans les luttes d'indépendance héroïques; ils vivaient leur vie naturelle où tout était harmonieux, sans la connaissance des dissonances du monde moderne, les inégalités

inouïs, la situation désespérée de l'individu délaissé par la collectivité et contraint à une vie en ville⁷.

Les exigences autonomistes des individus et groupes sociaux et les cercles de liberté étaient mêlées à la revendication de l'indépendance nationale. Dans la majorité des cas, l'indépendance politique réalisée et la liberté seront soumises aux intérêts de la nation entière et à l'Etat représentant la dernière. Les cercles de la liberté seront privés et soumis à des intérêts particuliers; l'élite de modernisation, possédant les moyens instrumentaux et institutionnels de la démocratie, s'identifie à l'Etat. L'élite, après avoir construit des structures du pouvoir oligarchiques, parfois aristocratiques, satisfait son sentiment de lacune par des projets nationaux démesurés, malgré la connaissance des techniques de la démocratie parlementaire et sa légitimation à l'aide de celles-ci. Les porte-bannières du redressement de la grandeur nationale antique ou médiévale sont issus des intellectuels partant de l'autochtonie extrémiste pour confronter les effets sociologiques de la modernisation-urbanisation. Leur vision du monde est „de voie troisième” mais ne porte pas d'alternative constructive à l'intérieur de ce mouvement non plus.

Les faits déjà mentionnés rendent apparent que *les déformations du processus de la modernisation-urbanisation étaient accompagnées d'une série de phénomènes négatifs.* Les idéologies influencées par une nostalgie envers le passé et mettant au premier plan l'autochtonie, la spécificité nationale, l'orthodoxie, l'authenticité, le mysticisme, le chef charismatique, la fraîcheur etc. ne contiennent – même sur le plan théorique – aucune réponse constructive au défi du modèle occidental; *la négation est leur point de départ.* Pourtant *la démagogie de leur définition de réalité* idéologique et son articulation sur les chaînes des massémédias, de la littérature ou de l'histoire *a constitué une force formant l'opinion et devenait le prédécesseur de la démagogie fasciste ou bolchévique.* Cela aide à comprendre comment leur image du monde totalitaire pouvait s'accomoder sans aucune difficulté à ces deux principaux mouvements des extrémités du XX^e siècle.⁸

La déviance du processus de la modernisation-urbanisation caractérisant l'Europe de l'Est et Centrale, donc la recherche de la „troisième voie” aboutissait enfin à la naissance d'un courant; ce dernier avait pour prémisse – au lieu d'argumenter auprès des négativités déjà mentionnées – une très grande sensibilité sociale. Les

⁷ Selon N. Iorga, le système constitutionnel et parlementaire avait des traditions en Roumanie des années 1300; on aurait dû bâtir sur cette base l'Etat fondé sur la solidarité nationale. Finalement, il conclut: „Si on a créé cette malheureuse Roumanie, on ne l'avait pas fait naturellement pour la transformer en une société anonyme.” (Voir N. Iorga, *Congresul petrolistilor /Le congrès des mineurs de pétrole/* dans Neamul românesc, 1907/31. p. 482.)

⁸ J'ai analysé la question dans des vues plus étendues dans *mon étude mentionnée* (voir Világosság, Budapest 1992/5 p. 352-375).

écrivains „populaires” appartiennent aussi à ce courant. Leur orientation ne peut pas être identifiée aux idéologies populistes ou fondamentalistes; manque d'expression convenable, on les appelle des „agrariens”. Pour répondre au défi du modèle occidental, ils se chargeaient de créer un modèle spécifique en Europe de l'Est et Centrale. Les mouvements „agrariens” de la „voie troisième” des différents pays de la région ne pouvaient pas être distingués que par des nuances. Ils sont tous caractérisés par l'influence inspirante du marxisme, notamment du courant représenté par Kautsky et Bernstein⁹. Leur point de départ était donc – à côté de la diagnose sociologique des structures agraires de la région – un système théorique externe, rassurant les théoriciens „agraires” dans la conviction qu'une alternative doit exister à part du modèle occidental de la modernisation-urbanisation. Les „agrariens” ont finalement effectué – en partant des catégories du marxisme décrivant et analysant la société – une révision partielle du marxisme. Ou précisément: ils ont adapté par une substitution les découvertes sociologiques de ce dernier, pour faire comprendre les situations structurales des pays de la région. Pour les „agrariens”, la paysannerie devient le porteur de l'alternative de la modification de la structure, au lieu du prolétariat; étant donné que dans les sociétés de la région, les paysans ont représenté l'unique classe positive de la production. Dans les sociétés agraires, le prolétariat ne peut pas composer une réalité transformant la société; d'une part, à cause de l'industrie très peu développée, d'autre part à cause de son nombre très réduit. Pourtant, dans les prémisses des „agraires”, on ne trouvait pas la prolétarianisation des paysans, même si leur situation était encore plus pire. Ils voulaient former du paysan un bourgeois, un propriétaire aisé par le moyen d'une série de mesures économiques, politiques et culturelles; l'exécution regardait, selon eux, l'Etat¹⁰. Les investigations menées autour du paysan-propriétaire sont devenues particulièrement intensives après la victoire des bolchéviques russes. Même si on avait contemplé avec satisfaction au début la politique agraire bolchévique, le régime kolkhozien

⁹ Pour la Roumanie, consulter les études transformistes du *Social Change in Romania 1860-1940*. Kenneth Jowitt Editor. University of California, 1978 et les études de Keih Hutchins (*Rumunjski taranzam: treci put*) et de Virgil Nemoianu (*Rumunjski razvojni modeli 1940-ih godina*) publiées dans *Nase Teme* 1989. 33 /10/ p. 2465-2483 et 2567-2581. Une riche illustration statistique des aspects économiques de la modernisation: John R. Lampe and Marvin R. Jackson, *Balkan Economic History, 1550-1950. From Imperial Borderlands to Developing Nations*. Indiana University Press, Bloomington, 1982. p. 159-328.

¹⁰ Pour la Hongrie et les oeuvres de Ferenc Erdei, István Bibó, Péter Veress etc. consulter Gyula Borbándi, *A magyar népi mozgalom. A harmadik reformnemzedék. /Le mouvement „populaire” hongrois. La troisième génération des réformateurs/*, Püski, New York, 1983. p. 153-241. Pour la Pologne et les oeuvres de S. Brozowski, Abramowski, Roman Dmowski etc.: A. Walicki, *op. cit.* dans *Nase Teme*, Zagreb, 1989. 30 /10/ p. 2543-2548. Pour la Roumanie – qui sera encore plus détaillée – et les inspirations marxistes et socialdémocrates de C. Stere et Virgil N. Madgearu; consulter les notes suivantes:

avait pour effet une déception générale. En raison des changements arrivés en Russie, 1917 n'est plus considéré comme le début des révolutions agraires retardées en Europe de l'Est et Centrale. Ce seront plutôt les réformes agraires décidées aux années 20 ayant créé les préconditions de la transformation de la paysannerie en facteur politique. La question agraire et sa réception ou transposition en Europe de l'Est et Centrale étaient des utopies pour la littérature marxiste, dès la seconde moitié du siècle dernier. Mais après la Première guerre mondiale, toutes ces théories illusoriques argumentant auprès de la catégorie du paysan-proprétaire, semblaient devenir actuelles. C'était même renforcé par des exemples à l'étranger: pour les théoriciens agraires de la région, le Danemark apparaît toujours comme le modèle à suivre ou imiter. Néanmoins, malgré des ressemblances structurelles – notions du paysan-proprétaire, de l'urbanisation des paysans et du mouvement coopératif –, une certaine *ambivalence* peut caractériser les „agraires”. Ils étaient anticapitalistes et antibolchévistes dans les sphères quotidiennes de la production et de la distribution; mais pour créer une démocratie authentique, ils ne voulaient pas délaissier les résultats institutionnelles et instrumentales des démocraties occidentales.

On pourrait dire que la question posée par les „agrariens” et les réponses se sont élargies jusqu'à devenir les sujets des débats de théorie de formation. Mais la polémique a été menée, outre les marxistes, avec les libéraux nationalistes professant le néomercantilisme, avec les conservateurs et même avec l'extrême-droite, qui considérait toute la question paysanne comme une problématique purement culturelle. Sans doute, les révisionnistes marxistes (*E. Bernstein, E. David, Georg von Vollmar*), contraires à la théorie de concentration orthodoxe représentée par *Kautsky*, étaient plus proches aux „agrariens”; pourtant ces derniers ne sont pas devenus des „socialistes agraires” comme *András L. ACHIM*¹¹. Comme les révisionnistes du marxisme, les „agrariens” proposent aussi l'idée que, contrairement à l'industrialisme mécanique, l'agriculture soit un processus organique, et que la petite propriété, avec ses possibilités de culture plus intensives, soit un cadre de production plus actuel que les grandes domaines. L'étude du Roumain *Constantin Stere*, intitulée „Socialdémocratie ou populisme” la preuve la plus claire de l'opposition du marxisme, de la socialdémocratie et des „agrariens”. *Stere*, ancien socialiste-révolutionnaire et populiste, maintenant néokantien, fonde – en face des représentants hongrois ou polonais de la „voie troisième” – de manière théorique l'alternative d'une modernisation basée sur les données structurales de la société agraire. Le point de départ de son critique envers le marxisme est un axiome hébreu: „Ce n'est pas pour le sabbat que nous vivons, mais le sabbat est créé pour nous.”¹² Tout

¹¹ *Gyula Borbándi*, op. cit. p. 75.

¹² *Constantin Stere, Socialdemocratism sau poporanism? /Socialdémocratioe ou populisme?/ VI^e partie dans Viața Românească, Iași, 1907/8 p. 69.*

en polémisant avec Kautsky, il remarque que la production agricole ne suit pas les lois du développement industriel et, d'une manière naturelle et nécessaire, elle n'aboutit ni à la concentration des domaines ou la centralisation de la production ni à la prolétarianisation des paysans¹³. La critique des „agrariens” envers la gauche trouve ses origines dans le fait qu'en Europe de l'Est, du Sud et Centrale la social-démocratie tombe dans l'erreur des libéraux; mais la modélisation de ces derniers est l'imitation et la synchronisation d'un modèle occidental déjà en fonctionnement, tandis que le modèle marxiste doit être, à l'époque de Stere au moins, une „nécessité de l'avenir” (?), donc il reste dans le domaine de l'utopie. D'ailleurs, il est indéniable que le modèle transformationnelle du marxisme, élaborée à la base de la société industrielle, a bien ébranlé en Europe de l'Est et Centrale l'imagination de ceux qui ont cherché, en raison des déformations suivant l'adaptation des modèles de modernisation libéro-occidentaux, des nouvelles alternatives. Cela fait comprendre que le débat menée avec le marxisme, appelé „*plante exotique*” par les contemporains malgré sa mode, à tenu en évidence les problèmes de socialisation particuliers des sociétés agraires. Un autre aspect de la question est issu du contenu idéologique de la problématique marxiste de l'évolution de la société et de la structure sociale; ces problèmes rendent sensibles les intellectuels de l'Europe de l'Est et Centrale, réceptives aux définitions de la réalité utopiques. Dans ce cas-là, la sphère quotidienne, et surtout le rôle définitif de la paysannerie assurant la subsistance de la société ont projeté sa capacité de transformer la société. En un sens, le marxisme servait pour itinéraire aux théoriciens „agraires”; plus précisément, il leur a offert une méthode de substitution. C'est fait accompli chez Stere et ses successeurs, comme le Roumain *V. Madgearu*. D'après Stere, les problèmes d'évolution caractérisant la société industrielle moderne, ne peuvent pas être révoqués du tout pour les sociétés agraires manquant les préconditions matérielles; ainsi le programme de la social-démocratie doit être l'impossible, „l'absurde absolu” dans les pays agraires.¹⁴ Comme dans ces pays la paysannerie compose la majorité des travailleurs, elle pourrait être la base sociale d'un parti politique si ce dernier inscrivait dans son programme la conquête du pouvoir. Dans ces conditions, les paysans ne devraient pas rester aussi inactifs que dans les pays industriels¹⁵. *La problématique des paysans devient ainsi une question pour l'ensemble de la société agraire, inévitable pour les forces démocratiques. Et elle devient en même temps la question de la transformation des conditions de vie des paysans; ou autrement: la modernisation de la société est en corrélation avec cette transformation et avec celle du système agraire.*

¹³ Op. cit. dans *Viața Românească*, Iași, 1907/9 p. 187.

¹⁴ Op. cit. p. 23.

¹⁵ Ibid.

Le fait que l'industrialisation représentait, même pour les contemporaines, le tout de la modernisation, a rendu apparent que les „agrariens” de la „voie troisième” devraient aussi confronter la problématique de *l'industrialisme*; de même encore qu'ils étaient les partisans absolus du progrès malgré leur point de départ différent. Stere même pose la question: „l'industrialisation de type occidental doit être inévitable ou bien possible en Roumanie?”¹⁶. Sa réponse est d'inspiration marxiste; il commence même par la manque dans les sociétés agraires de l'accumulation primitive (des capitaux) et du marché, préconditions de l'industrialisation de type occidental, prouvant ainsi le caractère vain de cette voie. Sa réflexion nous promet déjà la théorie de *Wallerstein* sur le centre-périphérie: „Si la grande industrie – comme nous l'avons déjà prouvé – est incapable de progrès sans marchés extérieurs, cela indique la coexistence des pays industriels et des pays agraires et que l'existence de l'un doit être la précondition obligatoire et nécessaire de celle de l'autre.

Autrement dit, la grande industrie met des obstacles sur la voie du développement industriel des pays sous-développés et rend possible la division du globe en des pays fortement industrialisés et des pays pour lesquels seule la floraison agricole peut être assurée; et le maximum accessible pour ces derniers serait – par le moyen d'une politique économique saine – la création des différentes branches de l'industrie artisanale (qui se distingue de la grande industrie du point de vue de la quantité et de la qualité aussi).¹⁷ Il en résulte pour lui que l'évolution de la Roumanie est par exemple d'un caractère fatalement différent que celle du modèle occidental. Et ce n'est pas Kautsky seul – selon lequel l'évolution agraire se déroule par d'autres règles que celle de l'industrie – qui le rassure dans cette conviction, mais Marx lui-même, par l'idée que les pays existant dans des circonstances de production primitives ne peuvent pas accéder par l'industrialisation aux formes plus développées de la société.¹⁸ Or pour Stere, cette subtilité de la théorie formationnelle marxiste n'offre pas l'alternative du communisme, mais plutôt celle d'une *société agraire différente des modèles économiques occidentaux et marxistes*. Il sépare d'une certaine façon la structure sociale et les deux types du modèle économique, en la traitant comme si elle n'entraînait pas en corrélation avec les autres éléments du processus de la socialisation. Et tout cela pour rendre plus évidente la direction de l'évolution et de la socialisation définies de l'économie et du modèle social agraires.

¹⁶ Op. cit. p. 17.

¹⁷ op. cit. p. 30.

¹⁸ Op. cit. p. 36.

Du côté économique, *la voie du développement soit la préservation du caractère paysan* par la mise sur bases paysannes de l'économie nationale entière¹⁹. Le faut donc créer une forte couche paysanne qui soit aussi la propriétaire de la terre cultivée; et, en même temps, rendre possible aux paysans déjà propriétaires, par l'organisation du système coopératif, de jouir des avantages des inventions techniques. Ainsi devient apparente la vision de construire une société agraire qui doit être une sorte de mélange des deux modèles occidentaux du fin du siècle: ceux de la France et du Danemark. Finalement Stere tenait convenable aux réalités de la Valachie et de la Moldavie *la commune de transylvanienne Salistye et son organisation; il l'offre à ses contemporains comme exemple à imiter*. La question devient problématique ici, étant donné que, malgré la proximité géographique et les ressemblances ethniques, Salistye pouvait se développer dans des meilleures conditions de la Monarchie Austro-Hongroise sur des traditions structurales tout à fait différentes. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, Stere possède une largeur de vue; pourtant son intention d'établir un certain compromis des idéologies du libéralisme et de la socialdémocratie qui rendrait possible la création d'une société des paysans-propriétaires appuyée sur une démocratie rurale, semble être naïve. Cela devient clair par *la solution du moyen de l'industrialisation*.

Ne perdant pas de vue la structure de la propriété paysanne, il s'approche de trois aspects de l'alternative roumaine de l'industrialisation. Le premier examine les possibilités de la suppression du rattachement saisonnier de *la main-d'oeuvre paysanne*. Selon Stere, il faut trouver une telle méthode d'organiser l'industrie qui n'arrache pas la main-d'oeuvre aux champs pendant les mois d'été et assure en hiver un travail dans la production industrielle²⁰. Cette industrialisation et cette structure d'emplois sont non seulement les contraires de leurs convenables d'Occident mais restent au-dessous du niveau de la région aussi. D'après la conception de Stere, l'industrie familiale est de rattachements traditionnels complétant la cultivation de la terre et s'adaptant à l'autarcie. Son intention devient claire par la création de cette image d'industrie: il veut ainsi neutraliser les effets négatifs de l'industrialisme occidental. Il suit de cette prémisse que sa conception de structure d'emplois n'est pas simplement agrocentrique, mais il considère la question agraire aussi comme question réduite aux paysans.

D'une façon paradoxale, lorsqu'il esquisse une voie progressiviste, le statisme structurel de la société, la préservation et la restauration des formes sont accentués. Ainsi *le projet de la démocratie rurale, représentant une forme politico-sociale, signifie aussi le retour à une communauté de village; étant donné l'immunité de cette communauté refermée en autarcie contre la libre circulation de la main-*

¹⁹ Op. cit. p. 50.

²⁰ Op. cit. p. 60.

d'oeuvre et le mécanisme du marché. Ce sont le passé populiste russe de Stere, l'anticapitalisme économique qui se manifestent ainsi. Comme beaucoup des intellectuels-savants de son époque, Stere ne portait pas enthousiasme envers les négativités des effets économiques et sociales du modèle occidental. L'industrie en tant qu'industrie familiale, l'artisanat en tant que profession complétant la préoccupation fondamentale, la cultivation de la terre, veulent tous éviter la prolétarianisation de la main-d'oeuvre paysanne, parce que les intentions de créer une „grande industrie” n'ont pas rendu compte du fait qu'il est impossible de soutenir le défi de l'industrie occidentale offrant un emploi non-saisonnier. On a donc *besoin d'une industrie dont le noyau soit composé de l'industrie familiale des paysans* et qui ne doit pas subir les effets de conjoncture internationaux. Ici le protectionnisme aurait raison, car l'industrie développée, tôt ou tard, à partir de la propriété paysanne, pourrait construire les bases de l'industrie agraire qui fournirait d'abord les instruments nécessaires à l'agriculture et assurerait la transformation des produits agricoles; „comme au Danemark” – qui pouvait entrer en concurrence au marché international, et avec succès, avec les produits agricoles français²¹. La précondition de cette évolution doit être – même en Roumanie – *le système coopératif* qui soit capable de transmettre les inventions du progrès technique dans les moindres domaines aussi²². L'Etat devrait doter la création des coopératives en province, desquelles les fonctions seraient l'approvisionnement en matières premières, carburant, machines et la vente des produits agricoles. L'élaboration des cadres juridiques du mouvement coopératif et les garanties rendraient possible d'organiser sur cette base l'économie nationale entière qui pourrait entraîner à long terme la renaissance de l'ancienne industrie familiale aussi, surtout dans les domaines artisanaux comme le textile, la poterie, le cuir etc²³. „Il est évident – remarque Stere – qu'une telle évolution industrielle exprime une conception formée sur la propriété paysanne idéale, sur le progrès économique et social, donc un aspect différent du même développement²⁴.

Il analyse l'autre aspect de la question de l'industrie du point de vue des *ouvriers des villes*: „par rapport aux paysans, ils n'ont aucune importance”.²⁵ La majorité de la classe ouvrière roumaine est composée des artisans et des „prolétaires” pris en un sens différent qu'à l'Occident. Pour empêcher leur prolétarianisation, on doit élaborer un système de protection rationnel dans les circonstances du développement industriel en Roumanie. C'est *le système coopératif urbain*, analogue aux

²¹ Op. cit. p. 61.

²² Ibid.

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

coopératives agricoles du province; ainsi l'organisation en coopératives de l'artisanat urbain ne présentera pas de contradictions avec l'évolution de la propriété agricole et, en plus, elle en sera harmonieuse.²⁶ C'est parce que la ville est le siège naturel de toutes les branches industrielles, inaccessibles aux paysans. Au lieu de la grande industrie nationale en Roumanie, *Stere propose la création d'un réseau artisanal* dont les besoins de main-d'oeuvre bornés ne priseront que les travailleurs des zones non-appropriées à la culture agricole; ou bien elle pourrait exploiter des possibilités du marché national. Par suite, une couche sociale très précieuse – et finalement non artificielle –, *la bourgeoisie nationale* pourrait se créer dans les villes, capable de se débrouiller sans l'aide du budget d'Etat.²⁷ Cependant – en raison de son poids réduit – cette industrie ne sera pas dominante, et jouera seulement le rôle de *l'industrie additionnelle de l'agriculture*.

Le troisième aspect analysé par Stere était celui des *possibilités de la grande industrie*. Il reconnaît le fait qu'il y a certaines branches de la production qui nécessitent naturellement les cadres de la grande industrie.²⁸ Pour exemple, il cite le cas de l'industrie pétrole privatisée et aboutissant ainsi à un résultat catastrophique²⁹. Pour Stere, il en suit que, fidèlement aux traditions roumaines, *l'Etat doit monopoliser* pour son secteur les quelques branches de la grande industrie offrant une telle possibilité. Il faut nationaliser la grande industrie parce que ce fut la pratique traditionnelle, mais tout en la rendant rentable pour qu'on ne doive pas l'assurer par le budget d'Etat tiré aux paysans.

Cette structure triadique (le réseau des coopératives enlevant et écoulant les produits, rassemblant les paysans-proprétaires et les artisans, la grande industrie nationalisée) doit être *la précondition du fonctionnement solidaire des cercles sociaux autonomes*. Et c'est elle-même qui rend possible la réalisation intégrale d'une *démocratie rurale* et la création d'un système parlementaire authentique. Dans cette argumentation fondée sur des présuppositions sociologiques et historiques, l'accent est toujours mis sur *les paysans*. Dans la substitution de Stere, la paysannerie à la même mission politique dans les sociétés agraires ou industrielles que le prolétariat, avec l'exception que l'évolution et la transformation de la société ne pourront pas être réalisées d'après le radicalisme marxiste, mais on doit suivre le principe de l'organique et de la progressivité. L'objectif n'est plus de transformer le paysan en prolétaire, mais l'élever au niveau du petit-bourgeois, habitant de ville. Il imagine donc une société „petite-bourgeoise” où la paysannerie représente potentiellement la force dynamique. Même dans le mouvement coopératif, il voit plus que

²⁶ ibid.

²⁷ Op. cit. p. 62.

²⁸ Ibid.

²⁹ Op. cit. p. 63.

des pures fonctions d'organisation économique: c'est aussi la solution des problèmes politiques, culturels et sociaux plus complexes. La prise de position de la „voie troisième” représentée par Stere exerçait son influence sur les intentions de réforme et sur la pratique des libéraux nationalistes roumains.

Aux années 20 et 30, on est témoin de la vive renaissance de la question de la „voie à suivre” presque dans tous les pays de la région. C'est un effet normal, car il y avait des réformes agraires dans la plupart des pays, et, par suite, les agrariens ont rencontré pour la première fois une situation où les réformes envisageant la délibération totale du paysan, incitées par eux, se sont réalisées.³⁰ Avant la Première guerre mondiale, une certaine ambivalence caractérisait les conditions agraires de la région: parallèlement à l'existence du système de la propriété privée, les rattachements féodaux de la main-d'oeuvre ont subsisté, ou bien ils étaient réintroduits. Ce système peut être même appelé „une nouvelle servitude” – d'après la terminologie d'un autre Roumain, C. D. GHEREA.³¹ Après la guerre, on a supprimé ce système et les grands domaines dans plusieurs pays, créant ainsi, même par la subsistance de la structure agraire unilatérale, les préconditions de l'alternative de l'évolution de la „société paysanne”. Les libertés civiles et les cadres démocratiques ont plus ou moins rendu possible la formation des mouvements politiques et des partis paysans. En présentant toutes ces échéances, les „idéologues” de la „voie troisième” se proposaient parfois des stratégies projetant la création d'un „Etat paysan”. Le sociologue-économiste roumain, V. MADGEARU était l'un des représentants théoriques les plus importants de ces stratégies.

Les efforts de rattrapage englobant plus d'un demi-siècle ne pouvaient pas effacer en Roumanie non plus, la situation caractérisée par le terme „*infrastructure sans forme*”, axiome créé par les conservateurs. Les diverses définitions de réalité idéologiques et même les sciences ont servi comme arguments à présenter le modèle occidental invalable, inapplicable; p. ex. le paysan roumain n'est pas capable – à cause de sa psychologie – de „mener une vie occidentale”.³² Les orientations de l'avantgarde littéraire et esthétique ont aussi exalté la spiritualité plus élevée du

³⁰ Vlad Georgescu, *Istoria românilor. De la origini pîna în zilele noastre (L'histoire des Roumains des origines jusqu'à nos jours)*, 3^e édition, Humanité, Bucureşti, 1992. p. 203-223. et Virgil N. Madgearu, *Evoluția economică românești (L'évolution de l'économie roumaine)*, Bucureşti, 1940. p. 5-23.

³¹ C. Dobrogeanu Gherea, *Opere complete, vol. 4. Neoibagăia (Oeuvres complètes. La servitude nouvelle)*, Bucureşti, 1977. Néanmoins C. D. Gherea est le premier dans la région qui voit une corrélation entre développement et retard. Il analyse les conditions agraires de la Roumanie à partir d'une base marxiste, mais par la méthode conservatrice de la corrélation cause-effet. Ce détour méthodique l'aidait à décrire la nature double du serf nouveau – possession de la terre et rattachement féodal du travail.

³² L'étude courte de C. Rădulesco-Motru, intitulée *Psihologia popului român (La psychologie du peuple roumain)*, Bucureşti, 1937.

monde rural.³³ Dans la sociologie et la sociographie, l'étude de la population villageoise – malgré l'utilisation des dernières méthodes interdisciplinaires – servait à plus que de mettre au jour les faits: elle a encore renforcé les déterminations provenant de la sphère agraire.³⁴ Madgearu suit le chemin tracé par Stere, tout en querellant avec le marxisme et surtout avec les théoriciens socialdémocrates allemands; il cite donc des nouveaux arguments d'inspiration gauchiste pour construire une théorie de la „voie troisième”. En terre roumaine, cette théorie devait répondre même à un défi théorique de conception néolibérale et néomercantiliste.³⁵

Malgré tout son caractère de „voie troisième”, la question a un *aspect transformiste* aussi; on ne peut pas l'oublier si on analyse le modèle de la société ou l'Etat paysans. Sa prémisse est que, après l'émancipation des serfs, l'analyse comparée de la transformation de l'agriculture dénonce que la „loi” établie par Marx d'après „l'exemple typique de l'Angleterre” n'est applicable nulle part ailleurs.³⁶ Quant à *la partie occidentale du continent* européen, la délibération sous les rattachements féodaux s'est réalisée dans chaque pays dans *les années suivant la révolution française*; ce fait résultait une *révolution agraire à côté de la révolution industrielle*. Ce n'était pas le cas de *l'Europe de l'Est* comme nous l'avons déjà mentionné. Seulement les *réformes agraires* – de caractère révolutionnaire – ont pu pousser jusqu'au bout la révolution agraire retardée. Selon Madgearu, les révolutions agraires de la région sont en corrélation avec les événements de Russie; qui avait pour conséquence le fait que la démocratisation des rapports de propriété agraire était plus parfaite qu'à l'Occident après la Révolution.³⁷ Il voit le seul effet de la révolution russe en ce que „l'agriculture est devenu paysanne”.³⁸ Les réformes agraires ont suivi un double itinéraire; d'une part la consolidation des propriétés

³³ Le *gîndirisme* („penser” en roumain) est le mouvement des intellectuels groupés autour de la revue *Gîndirea*. Voir la monographie de D. Micu, *Gîndirea si „gîndirism”*, București, 1975 et la préface de l'anthologie *Gîndirea* par Emil Pinteau, Dacia, Cluj, 1992 p. 5-10.

³⁴ L'école sociologique de D. Gusti, l'étude monographique des villages, l'introduction des étudiants dans les recherches signifiaient pour beaucoup de jeunes intellectuels un engagement vers le milieu rural et le village roumain. Voir D. Gusti, *Sociologia milițans (La sociologie militante)*, București, 1973.

³⁵ Il représentait un défi pour Madgearu d'une part l'oeuvre de St. Zeletin (*Burghesia româna. Originea și rolul ei istoric /La bourgeoisie roumaine. Ses origines et son rôle dans l'histoire/*, București, 1925.), employant une méthode marxiste néolibérale et mercantiliste, faisant l'apologie de la bourgeoisie roumaine; d'autre part l'ouvrage sociologique d'E. Lovinescu (*Istoria civilizatiilor române moderne /Histoire de la civilisation moderne en Roumanie/*, vol. I-III București, 1924-1926) qui – en suivant les principes de la synchronisation et de l'imitation – désigne par nécessité le modèle occidental comme voie à suivre.

³⁶ V. N. Madgearu, *Agrarianism, capitalism, imperialism*, București, 1936 p. 37.

³⁷ Op. cit. p. 38.

³⁸ Ibid.

paysannes déjà existantes jusqu'à un minimum qui rend possible à la famille de mener une exploitation raisonnable; d'autre part, la création des nouvelles propriétés, par la voie de la colonisation intérieure. En Roumanie ce n'était possible que par la prise des domaines seigneuriaux et des territoires acquis. Sans doute, la révolution bolchévique est devenue parfois une raison plus accentuée dans l'extorsion des réformes agraires que l'altruisme des partis et du gouvernement. Il est certain que l'effacement des rattachements semi-féodaux de caractère asiatique signifiait une mutation structurale: un nouveau système agraire venait de se créer dont la base était composée en majeure partie de l'exploitation familiale des paysans. Il est aussi évident que la réforme agraire présupposait *la réforme du droit foncier*; pourtant, on peut voir – au moins chez les écrivains agrariens – des réserves envers le droit absolu de la propriété. Ces écrivains ont aperçu que l'adaptation du modèle occidental dans les rapports de propriété peut devenir un nouveau moyen à l'exploitation et à la servitude. Ainsi, contrairement à la pratique de justice individualiste des libéraux, ils voulaient introduire de telle façon la réforme garantissant la propriété privée que le fait subsistant en les *fonctions sociales de la propriété foncière* y soit manifeste.³⁹ Suivant les théoriciens agraristes des social-démocrates allemands, on prend dans les projets de réforme des penseurs de „voie troisième” le principe que la propriété privée soit plus que la source des avantages: ces avantages entraînent aussi des obligations envers la société.⁴⁰ En Roumanie par exemple, même si l'idée n'était pas réalisée en sa forme idéale, la réforme agraire avait pour racines des tendances semblables; la possession d'une terre était donc préconditionnée par la cultivation et la main-d'oeuvre familiale. Cela aboutissait – en grandes lignes, bien sûr – à la *propriété foncière rattachée à la famille*. L'exigence fondamentale de l'idéal de modèle structural des „ceux de voie troisième” semble être réalisée: *la petite et la moyenne propriété paysanne se créent et jouent un rôle dominant*.

Dans les nouvelles circonstances, le modèle de société agraire de Madgearu ne se concentre aussi sur *l'anticapitalisme économique* que celui de Stere; il est plutôt la définition du *rôle joué par la paysannerie à l'époque capitaliste*. Son point de départ est le fait que l'étude de l'évolution de la sphère agraire ne présente aucune tendance vers la concentration naturelle des domaines ou vers la séparation du moyen de travail. Au lieu de la transformation de la propriété foncière entière en des propriétés provinciales – qui serait convenable au système de production capitaliste –, on est témoin du phénomène inverse: *la propriété foncière se transfor-*

³⁹ Op. cit. p. 40.

⁴⁰ Voir: „Nouvelles Législations agraires en Europe Centrale dans la Revue Internationale du travail vol. VI. N° 3. 1922 p. 127.

me – d'un moyen d'exploitation et de servitude – en un moyen de travail.⁴¹ Tout cela est contradictoire à la trilogie proposée par Marx, Kautsky ou d'autres néomarxistes sur les classes sociales et surtout à l'idée que la paysannerie n'est qu'une classe provisoire à l'ère capitaliste. On peut nier cette dernière idée même parce que les fonctions sociales des paysans subsistent, ou au plus, elles se renforcent. On voit – écrit Madgearu – l'augmentation du nombre des paysans-proprétaires indépendants qui „n'exploitent personne et ne sont pas des exploités non plus”.⁴² On peut enregistrer une certaine articulation à l'intérieur de la paysannerie aussi; Madgearu divise cette dernière en trois sous-catégories: *paysans parcellaires, paysans moyens et „paysans gras”*. Les distinctions sont à faire d'après la grandeur de la propriété et la place occupée dans le système de production. La bonne entente de ces trois couches est assurée par la solidarité des intérêts. Il range dans cette catégorie l'*ouvrier agricole* aussi, puisque ses conditions de vie, ses possibilités et ses espérances sont les mêmes – même s'il ne possède pas de terre – que celles des paysans propriétaires. Madgearu construit apparemment la définition de la paysannerie en tant que classe sur les critères de la théorie des classes marxiste. Par suite, les paysans – de même que les prolétaires – disposent d'une conscience de classe et des possibilités d'action politique.⁴³ Pour lui, le problème principal est *la lutte de classes*, ou précisément, le rôle des paysans dans cette lutte, ignoré par le marxisme.⁴⁴ Il propose une solution très sophistiquée; selon lui, les dispositions anticapitalistes restaient vivantes au sein de la paysannerie pendant que, tout au long du XIX^e siècle, le capital commercial, l'usure, les enchères, la bourse et le système de servitude l'ont impitoyablement opprimée. La mise en oeuvre du système de crédit coopératif a expulsé les usuriers du village; l'expansion des coopératives aux fonctions commerciales a diminué les échéances de l'exploitation extérieure des paysans. Parallèlement, la démocratie politique et l'exercice des droits civils ont rendu possible la manifestation des intentions sociales concrétisées par la naissance des partis politiques. Ainsi la paysannerie se trouve dans une situation où elle peut réaliser ses objectifs à l'aide de son parti dans les cadres de la démocratie parlementaire; la théorie des classes marxiste n'y peut pas être adaptée.⁴⁵

⁴¹ Madgearu, op. cit. p. 46.

⁴² Op. cit. p. 47.

⁴³ Op. cit. p. 48.

⁴⁴ Op. cit. p. 53.

⁴⁵ Madgearu élaborait le programme du modèle participatif de l'Etat paysan construit sur les bases de la démocratie rurale, adapté plus tard par le Parti National des Paysans même. Voir Madgearu, *Taranismul*, București, sans année. On peut y joindre l'étude de C. Radulesco-Mortu (*Taranismul un suflet și o politică /Le mouvement paysan - un esprit, une politique/*), soulignant surtout les positivités du caractère psychologique des paysans.

Un autre problème de Madgearu est qu'en Europe de l'Est, où le rôle dominant a été obtenu par la *paysannerie*, comment sera capable cette dernière de répondre aux défis du marché ne respectant que la productivité. Il fonde ses analyses sur des résultats et des théories des économistes et statisticiens de la Russie ancienne, notamment sur ceux d'*Alexandre Chasanov*. L'oeuvre de Chasanov, parue à Berlin au début des années 20, fait la comparaison de l'exploitation paysanne basée sur la main-d'oeuvre familiale et de „l'usine agricole” capitaliste.⁴⁶ L'auteur y donne des conclusions qui ne peuvent pas être serrées dans les cadres de l'économie classique. En analysant la structure interne de l'exploitation paysanne, il confirme sa différence fondamentale de „l'usine” capitaliste employant des salariés, réalisant un certain profit et établissant une psychologie économique particulière. *La famille paysanne constitue une unité de travail spécifique*, et ce fait influence ses activités économiques: *elle ne paye pas le travail, n'est point orientée vers le profit*, mais s'efforce de satisfaire ses propres besoins. Pourtant ce n'est pas le nombre des membres mais *l'extension du travail effectué qui conditionne la grandeur de la famille*. Cette différenciation ambivalente – économique et démographique – est sans doute un élément réel dans le mécanisme de la famille paysanne. Il est évident que certaines bornes, indiquant la conservation de l'équilibre naturel, sont toujours présentes; les besoins limitent la productivité – néanmoins – de même que pour les autres groupes – les besoins de la famille paysanne ne peuvent pas être restreints sur des sources internes. Il existe des biens provenant de l'extérieur qui satisfont aussi des besoins; ainsi la famille doit réaliser un certain excédent pour satisfaire ce besoin, à part des taxes dus au seigneur et à l'Etat. Il est vrai que cet excédent n'est pas du profit; mais – d'après les agrariens – le profit de la famille est différent de celui des entreprises capitalistes, étant donné le fait que les échanges ne suivent pas non plus cette direction. Ici le profit sert à bien d'autres fins et se présente sous une forme différente que dans l'usine capitaliste.⁴⁷ Il en suit que le capitalisme joue un rôle très spécifique dans l'exploitation paysanne, étant donnée que *le produit du travail est la seule source du profit* dans ce dernier.

Le problème suivant de Madgearu consiste en la question si la *paysannerie* soit une catégorie de l'économie nationale. Il y répond affirmativement: les exploitations paysannes sont liées l'une à l'autre par un système des rapports fondé sur une réciprocité complexe qui compose une structure sociale spéciale; ainsi l'ensemble des exploitations paysannes constitue une certaine unité de l'économie nationale.⁴⁸

⁴⁶ *Alexander Chazanov, Die Lehre der bauerlichen Wirtschaft. Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft in Landbau*, Berlin, 1923 p. 34-63.

⁴⁷ *Madgearu, Capitalism...* p. 66.

⁴⁸ *Op. cit.* p. 70.

Comme cette exploitation ne peut pas se refuser aux conditions du marché, elle est touchée par le développement des cultures des économies nationales dans le monde, et ressent par ses produits le rythme de l'économie mondiale.⁴⁹ On peut pourtant confirmer que le capitalisme en tant que système de production mondial, n'introduit pas sa structure dans la majorité des exploitations paysannes, mais il la soumet aux ordres du marché capitaliste et prise le profit par son appareil de commerce. Autrement dit: la survaleur est prise sous forme de bénéfice du commerce. C'est le commerce même qui assure la seule liaison entre l'exploitation paysanne et l'économie mondiale. Sans plus détailler les idées de Madgearu – qui mettent en général dans la pratique les résultats acquis par *Kosinsky, Tchelinsev, Pemousine ou Makarov* concernant la rente foncière, les conditions de vente, les intérêts et la productivité⁵⁰ –, on peut constater qu'il se sert de ces faits pour raisonner une de ses conclusions précédentes selon laquelle la totalité des exploitations paysannes fonctionne comme une catégorie de l'économie nationale.

Il nous est important le fait que Madgearu adopte et structure les résultats donnés par les autres; son argumentation scientifique est plus étendue que celle des représentants de la „voie troisième” précédents ou contemporains, afin d'illustrer *l'inapplicabilité du modèle occidental dans les sociétés agraires de l'Europe de l'Est et Centrale*. Les caractères différents de l'Occident de l'économie, de la vie politique et de la culture ne peuvent pas être décrits ni par les théories libérales classiques ni par celles du marxisme; par conséquent, leurs modèles sociaux sont aussi inaptes à suivre. La spécificité de la différence de l'Occident est offerte par la structure agraire de ces sociétés, laquelle – à la suite de la révolution agraire retardée – a dépassé la structure agraire traditionnelle et créait de nouvelles conditions dans la vie quotidienne. Ainsi les modèles évolutionnistes de la région doivent partir de ces réalités. Même si le système ne soit pas isolé et fait partie d'une économie mondiale, la réponse donnée au progrès ordonné par le défi de ce système mondial ne peut être autre que l'augmentation de la production nationale de l'agriculture paysanne. C'est impossible sans crédit, coopératives et écoles; ce sont même les préconditions de toute industrie nationale aussi. La théorie de Madgearu conçue pour la „voie troisième”, appuyée même d'une idée économique, avait un but politique aussi: la création d'un *Etat paysan*.

L'alternative de la „voie troisième” est donc fondée non seulement sur le capitalisme mais sur les institutions de la démocratie civile aussi; pourtant de telle façon que le rôle prépondérant soit obtenu par les paysans. Dans les années suivant la révolution agraire appelé retardée, on est témoin d'une certaine stagnation – provenant surtout des raisons politiques et idéologiques – en Roumanie aussi; l'état

⁴⁹ op. cit. p. 71.

⁵⁰ Op. cit. p. 72-75.

transitoire devient relativement permanent – et ce fait met en cause les triomphes de modernisation acquis dans la sphère humaine des civilisations fragiles de l'Europe de l'Est. Madgearu lui-même sera aussi une des victimes de la Garde de fer. Dans ces circonstances, malgré la prise du pouvoir du parti paysan roumain en 1926, *l'alternative agrarienne de la „voie troisième” ne se réalise pas, et la vision d'un Etat paysan reste utopique*. Il est pourtant indéniable que l'oeuvre théorique des „ceux de la voie troisième” a rendu conscient sur un plan plus étendu le caractère inachevé de la modernisation-urbanisation et a offert une certaine stratégie utilisée plus tard, dans une forme modifiée, dans la pratique sociale. Même s'ils ont fondé leur système sur des exemples ou théories contemporains et bien précédents, leur *point de départ* était le concret sociologique; parfois, ils ont même réussi à convaincre les partisans nonsélectifs des modèles ou combattre l'enthousiasme des nationalistes errant dans le passé. Le modèle de la société agraire établi par Madgearu n'est ni capitaliste ni bolchévique, il regroupe l'influence de plusieurs idéologies; mais *au centre* – à la manière de Stere – on trouve *la pensée coopérative*. Le système coopératif prend sous son contrôle tous les liens du commerce et du crédit, établit une communication avec le marché mondial des produits et des capitaux, sauve de la paupérisation les exploitations familiales des villages, organise la production sur des bases rationnelles et assure au maximum le développement des forces de production nationales. Néanmoins, il n'exclut pas l'existence des formes d'entreprise capitalistes; il veut seulement – et cela convient aux intérêts des paysans – limiter leurs activités.⁵¹ Ainsi *les théories du modèle de la „voie troisième”* sortant des investigations scientifiques rationalistes *peuvent être même rangées parmi les théories de l'évolution aussi*; car ils ont pris la tâche d'élaborer des stratégies du progrès. Leur actualité est parfaitement illustrée par la mise à l'ordre du jour des formes différentes de la re-modernisation dans la région entière, soit dans le journalisme soit dans la littérature spécialisée. Finalement, la question principale reste ouverte: comment continuer?

⁵¹ Op. cit. p. 138.